

courants réformistes et révolutionnaires se trouvent représentés.

Il n'en est évidemment rien : ce syndicat, né d'une scission corporatiste au sein de FO, n'a pas le caractère d'un syndicat unitaire où s'affronteraient les principaux courants traversant le syndicalisme enseignant et le mouvement ouvrier, en particulier l'équivalent de la tendance « Unité et Action » n'existe pas au SNET-AA puisque la CGT organise encore une large fraction du personnel. Dans ces conditions, à l'intérieur du SNET-AA, le rapport des forces est écrasant en faveur de la direction droitière et au détriment des révolutionnaires. Au dernier congrès de Dinan, 86,93 % des mandats ratifient l'orientation ouvertement réformiste, droitière et corporatiste de Fournier ; le FUIO malgré tous ses efforts recueille à peine 3,8 % des mandats et l'EE qui semble influencer 9 à 10 % des syndiqués a renoncé à participer au Congrès.

Dans le BI de l'EE No 8 (avril 72), les représentants de l'EE au BN du SNET-AA écrivent à ce sujet :

« J. Cohn et A. Dussetour qui en ont marre de faire les cons et de servir d'éléments folklores ou de couverture démocratique au SNET-AA, s'abstiendront à ce Congrès (...) il y en a ras le bol ».

Le sentiment d'impuissance de Dussetour (dont la position est par ailleurs passablement confuse et contradictoire) paraît compréhensible.

Dominé par une bureaucratie corporatiste et anticommuniste, le SNET-AA se présente comme un magma droitier-gauchiste où les éléments ouvertement collaborationnistes ont la consistance et les proportions du cheval, et les révolutionnaires celle de l'alouette. Malgré l'existence du droit de tendance, la démocratie syndicale y reste des plus formelles en l'absence d'une vie syndicale minimum, à la base, au niveau des sections (le plus souvent jamais réunies).

Mais il ne s'agit pas seulement de démocratie ; car tout compte fait, la direction nationale du SNET-AA représente assez fidèlement sa base, recrutée dans le marais le plus timoré des CET. La masse des adhérents du SNET-AA a précisément choisi ce syndicat comme une assurance bon marché pour les promotions et les mutations, contre le désordre et les grèves, contre les rouges et les communistes en général. Cette « majorité silencieuse » se reconnaît parfaitement dans son secrétaire général lorsqu'il écrit au congrès de Dinan, le 27 mars 1972, à l'adresse des dirigeants cégétistes :

« Certains d'entre eux doivent redouter les revendications satisfaites qui démobilisent les syndiqués. Parce que notre conception du syndicalisme est différente, parce que nous préférons toujours des résultats sans grève à des grèves sans résultats, nous devons nous montrer à tous les échelons vigilants et conscients des responsabilités qui incombent à des militants chargés d'assurer la pérennité du premier syndicat des professeurs et éducateurs de CET ».

Ce n'est donc pas un hasard si les adhérents du SNET-AA présentent eux-mêmes fréquemment leur organisation comme « le syndicat des non-grévistes ».

Cette masse conformiste se divertit sans doute pas mal (ou frissonne d'horreur à la lecture des articles de Tribune Libre signés par les camarades de l'EE ou du FUIO (« La Révolution ? La politique ? Vous n'y pensez pas ! »).

Il est parfaitement illusoire de vouloir, par la magie du verbe révolutionnaire, dynamiser la majorité du SNET-AA qui représente en fait les couches les plus attardées politiquement (avec les gens de FO !) et qui appuie de toute son inertie la direction droitière de Fournier et Cie. Et bien qu'on ne puisse assimiler ce syndicat à FO, la situation des révolutionnaires enkystés dans le SNET-AA paraît à la limite aussi aberrante que celle des lambertistes, des anarcho-syndicalistes et militants de LO, incrustés ou embusqués dans le syndicat de Bergeron.

Un militant révolutionnaire doit être là où sont les masses mobilisables afin de disputer à la bureaucratie l'organisation des luttes concrètes.

Telle n'est pas, semble-t-il, la position de tous les courants révolutionnaires.

Les révolutionnaires et les syndicats dans les CET depuis Mai 68

En septembre 69, en fonction des projets stratégiques du PCF (investir la FEN, syndicat par syndicat, pour en prendre le contrôle), compte-tenu des changements intervenus à la direction du SNES (majorité U et A) et compte-tenu de l'évolution du rapport des forces dans les CET (dégradation lente des positions de la CGT, affirmation du SNET-AA comme pôle réformiste) le Conseil Syndical National du SNETP, en plein accord avec la Confédération, proposait au SNET-AA la création d'un « grand syndicat unifié des CET » (adhérent à la FEN).

Les militants révolutionnaires pouvaient à bon droit estimer que cette campagne de la CGT permettait de lancer l'intersyndicalisme à la base, au niveau des établissements, d'avancer dans la CGT l'idée de la réunification sur la base du droit de tendance et de profiter de la préparation du congrès national (le premier depuis mai) pour poser dans le syndicat les problèmes de la démocratie syndicale et de la démocratie ouvrière à partir d'un bilan critique de l'attitude des directions syndicales en Mai-Juin 68.

L'OPA lancée par la direction cégétiste pouvait permettre aux militants révolutionnaires membres du SNETP de poser les problèmes de fond du mouvement syndical, dans le cadre du syndicat, sans enfreindre les statuts de la CGT, sans rupture ouverte avec la discipline d'organisation. Rien n'empêchait ces militants de déborder les positions de la CGT en appliquant avec zèle les consignes d'unité à la base de la propre direction du SNETP.

C'est pourtant à cette époque que la camarade Maso, militante oppositionnelle de longue date à l'intérieur de la CGT, a pris l'initiative de rendre publique sa « lettre ouverte aux militants du SNETP-CGT » afin de dénoncer le réformisme, l'absence de démocratie syndicale et la bureaucratie de la CGT. La publication de cette lettre ronéotypée constituait en elle-même une rupture avec la discipline syndicale et avec la CGT.

Contre-signer une telle plate-forme pour un membre de la CGT revenait en fait à « se brûler » dans le syndicat, à se compromettre inutilement aux yeux des militants de la CGT, à se couper de la masse des adhérents du SNETP - bref, à s'isoler dangereusement.